



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

**Thaïlande**

**Découverte d'une importante réserve de lithium**

*La Thaïlande a découvert une réserve de lithium d'environ 15 millions de tonnes, qui ferait du pays l'un des principaux détenteurs mondiaux ...* • (Page 08)

**Monde**

**Le tourisme devrait retrouver son niveau pré-pandémie en 2024**  
*Le nombre de touristes internationaux devrait dépasser légèrement son niveau pré-pandémie en 2024 grâce à ...* • (Page 08)

**Investissements privés américains au Togo** • (Page 03)

# De nouvelles pistes de partenariat en exploration



**Togo / Ministère du commerce** • (Page 04)

# Rose Kayi Mivedor-Sambiani rencontre des services sous tutelle

**Afrique de l'Ouest**

**La BIDC présente le premier Forum d'investissement de la CEDEAO**

*La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) présentera ...* • (Page 02)

**Assurance maladie universelle**

**Les mutuelles de santé se concertent**  
*Au Togo, les concertations se poursuivent pour une meilleure mise en œuvre de l'Assurance maladie universelle (AMU), opérationnelle depuis le 1er janvier. Mercredi 17 janvier, une rencontre ...* • (Pages 04)

**UEMOA**

**Bilan technique et financier du PCTL 2 PRADEF à Cotonou**  
*La 3e session du Comité d'Orientation Stratégique (COS) du Programme de Coopération Transfrontalière Locale ...* • (Page 06)

**Kozah**

**Section régionale des professionnels du secrétariat à Kara**  
*La branche régionale du Cercle des professionnels du secrétariat et de l'assistanat du Togo (CE-PROSAT-Kara) a vu le jour le ...* • (Page 11)



**PROFITEZ À FOND**  
LA FIBRE CANALBOX  
LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER  
DANS TOUTE LA MAISON  
8866 www.canalbox.tg  
CANALBOX  
PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Afrique de l'Ouest

La BIDC présente le premier Forum d'investissement de la CEDEAO

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) présentera, mercredi 24 janvier 2024 à Lomé, le contenu du premier Forum d'investissement de la CEDEAO (EIF 2024) qu'elle organise cette année.

• Joël Yanclo

« Transformer les Communautés de la CEDEAO dans un environnement difficile » est le thème de l'EIF 2024 qui abordera les problématiques économiques actuelles. Cet événement entend mener des réflexions constructives, faciliter la conclusion d'accords, des décisions stratégiques qui impacteront positivement les économies de la sous-région, indique la banque de développement. Le Forum d'Investissement de la CEDEAO 2024 devrait représenter une étape majeure dans les efforts de la BIDC pour mobiliser les ressources et l'expertise nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable dans la région. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Stratégique quinquennal (2021-2025), la Banque se propose de mobiliser de nouvelles ressources à concurrence de 1,48 milliards de dollars US pour accompagner les objectifs de développement de la sous-région. Elle prévoit, ainsi, injecter dans l'économie régionale 1,76 milliard de dollars US sur la période des cinq ans (2021-2025). Ces interventions porteront essentiellement sur les projets nationaux et régionaux d'infrastructures de croissance et d'intégration économique, de développement



rural, d'industrie, d'éducation, de santé et des services. Les activités opérationnelles de la BIDC visent à jeter les bases d'un développement durable des États membres de la Communauté par le financement de projets régionaux et nationaux (tant publics que privés). La Banque intervient principalement dans les domaines suivants : infrastructures et équipements de base ; développement rural et environnement (irrigation, contrôle des crues, hydraulique rurale, agriculture, élevage, pêche, protection de l'écosystème, énergies renouvelables, renforcement des capacités) ; secteur social (formation professionnelle, éducation, santé, appui à la décentralisation, équipements muni-

cipaux) ; industrie (agro-industrie, industrie minière, autres industries, transfert de technologie, innovations technologiques) ; et services (services financiers, services relatifs aux technologies de l'information, ingénierie, hôtellerie, etc.). La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) est l'institution financière de développement des quinze (15) États membres de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) que sont : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo. La Banque est issue de la transformation, en 1999, de l'ex-Fonds de Coopération, de Compensation et de Développement de la CEDEAO en un groupe bancaire dénommé Groupe de la BIDC.



Image du jour



Fructueuse rencontre entre Kokou Edem Tengue, ministre de l'économie maritime et les représentants de la Chambre de Commerce du Burkina Faso et du Conseil Burkinabé des Chargeurs pour discuter de l'opérationnalisation du port sec d'Adetikopé.

AUX DECIDEURS ...

Conseils pour emprunter de l'argent

C'est une période financièrement difficile pour la plupart des ménages. Avec la hausse des taux d'intérêt, beaucoup dépensent encore plus d'argent pour rembourser leurs dettes ou contractent des emprunts pour joindre les deux bouts. Alors qu'une nouvelle année commence, c'est le bon moment pour réfléchir à votre portefeuille financier.

Bomikazi Zeka, Professeur adjoint en finance et planification financière, Université de Canberra a effectué des recherches en tant qu'universitaire, qui visent à comprendre les voies qui mènent à l'autonomisation économique et à améliorer la sécurité financière, y compris le rôle de la dette et des autres produits financiers. Premièrement, il est bon de savoir quel montant de dette il est acceptable de détenir.

Il n'y a pas de réponse facile à cette question, car la situation financière de chacun est unique – et cela déterminera le montant de la dette sur lequel chacun devra s'endetter. Faire cette évaluation nécessite de connaître votre capacité à rembourser vos dettes. En d'autres termes, le montant de la dette que vous contractez doit être guidé par votre capacité à la rembourser confortablement.

Deuxièmement, soyez pointilleux sur la personne à qui vous empruntez de l'argent. Les institutions financières, telles que les banques ou autres prêteurs formels, sont les sources d'emprunt les plus populaires car les conditions d'emprunt, les frais et les taux d'intérêt peuvent être déterminés à l'avance. De plus, emprunter auprès d'une institution financière réglementée et reconnue contribue à établir une cote de crédit et, aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, il faut s'endetter pour s'endetter. Si vous devez contracter un prêt plus important à l'avenir, comme un prêt hypothécaire ou un financement automobile, alors avoir un prêt auprès d'une institution financière réglementée aide à déterminer votre pointage de crédit. Votre historique de paiement, les informations de votre compte, les montants dus et la durée pendant laquelle le compte est actif sont enregistrés.

Troisièmement, il existe des sources d'emprunt que vous devriez éviter. Il existe de nombreuses façons et endroits où emprunter de l'argent, mais tous ne sont pas conseillés.

Il est courant (et parfois culturellement accepté) d'emprunter à des amis ou à la famille. Mais presque tous ceux qui ont emprunté la voie de l'emprunt auprès de leurs proches savent que cela peut potentiellement ruiner les relations lorsque les conditions de remboursement ne sont pas respectées. Les amis et la famille ne facturent pas d'intérêts et ont tendance à être plus flexibles que les institutions financières formelles. Mais emprunter à vos proches peut mettre à rude épreuve une relation – et même y mettre fin.

Ensuite, il y a les usuriers qui facturent des taux d'intérêt exorbitants sur leurs prêts et s'en tirent sans problème parce qu'ils ne sont ni enregistrés ni réglementés. Ils exploitent également la vulnérabilité des consommateurs qui ont besoin d'un prêt et recourent à des tactiques sans scrupules lorsque les prêts ne sont pas remboursés à temps.

Quatrièmement, soyez scrupuleux quant à la raison pour laquelle vous empruntez de l'argent.

La dette peut être utilisée pour acheter presque n'importe quoi, d'une tasse de café à des articles coûteux comme une voiture ou une maison. Cependant, tout ce qui n'a pas une valeur monétaire significative ou qui est motivé par la consommation – comptes de vêtements, de divertissement ou d'appareils électroménagers – ne devrait pas être financé par l'endettement. En effet, les intérêts ou les frais du crédit utilisés pour acheter des biens consommables sont souvent supérieurs à la valeur du consommable lui-même.

Savoir quel montant vous devriez avoir, où l'acquérir et à quoi l'utiliser peut faire une énorme différence pour votre bien-être financier. Même si elle a son utilité, la dette peut rapidement devenir une pente glissante lorsqu'elle n'est pas gérée de manière appropriée et cohérente. Si vous ne savez pas comment utiliser vos dettes, il est toujours préférable de demander l'aide d'un conseiller financier professionnel.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Investissements privés américains au Togo

# De nouvelles pistes de partenariat en exploration

Elizabeth Fitzsimmons, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Togo et Manuella Santos, ministre en charge de la promotion des investissements au Togo, se sont entretenues, mercredi 17 janvier 2024 à Lomé. Les échanges entre les deux parties ont porté sur les perspectives de partenariat pour une croissance des investissements privés américains au Togo.

• Joël Yanclou

La rencontre a permis d'explorer de nouvelles pistes du partenariat existant entre le Togo et les Etats-Unis et de réaffirmer l'importance de l'AGOA, un accord commercial permettant aux producteurs africains d'exporter des produits éligibles vers les Etats-Unis en franchise de droits. « Nous avons évoqué l'importance de l'AGOA et convenu d'actions conjointes au cours de l'année 2024 pour promouvoir les secteurs de l'Agro-Industrie et textile, afin de susciter des occasions de joint-venture entre nos secteurs privés respectifs », a fait savoir la ministre Manuella Santos sur son compte X. La loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) constitue la pierre angulaire des relations commerciales des Etats Unis avec l'Afrique dans les domaines du commerce et de l'investissement. Elle a été signée pour la

première fois le 18 mai 2000 et a été prolongée jusqu'en 2025. La loi accorde un traitement hors taxe à presque tous les produits exportés par les pays bénéficiaires de l'Afrique subsaharienne (SSA) vers États-Unis. Selon le guide de l'AGOA de l'ambassade des USA au Togo, cette loi fournit à ces pays bénéficiaires l'accès le plus libéral au marché Américain accordé à tout pays ou région qui n'a pas négocié un accord de libre-échange avec les États-Unis. Les bénéfices de l'AGOA sont actuellement étendus à 38 pays de l'Afrique Subsaharienne et à plus de 1800 lignes tarifaires, en plus de 4 600 articles bénéficiant déjà d'un traitement hors taxe dans le cadre du Système Généralisé de Préférences (GSP) des États-Unis, un programme visant à promouvoir la croissance économique dans les pays en développement en offrant un avantage préférentiel en franchise des droits



• Elizabeth Fitzsimmons, ambassadeur des USA au Togo et Manuella Santos, ministre de la promotion de l'investissement au Togo

de douane pour les produits provenant des pays en développement bénéficiaires et de nombreux pays en développement moins avancés bénéficiaires. AGOA a ajouté à la liste des produits éligibles au traitement hors taxe du GSP, les principaux articles sensibles aux importations tels que l'habillement, les chaussures, les bagages, les sacs à main et les montres. L'AGOA

propose des dispositions spéciales telles que le «tissu de pays tiers». Ce qui signifie que, dans le cadre de l'AGOA, les pays de l'Afrique Subsaharienne éligibles au visa textile peuvent, acheter des tissus de n'importe où dans le monde, puis couper, coudre, emballer et exporter le vêtement qui en résulte vers les États-Unis en tant que produit éligible sous l'AGOA.

### Exportation des vêtements « Made in Togo » vers les USA

La promotion des investissements entre le Togo et les Etats-Unis s'est matérialisée a franchi un palier en octobre 2023 avec l'exportation des vêtements « Made in Togo » vers les USA sous la houlette de la plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA). Il s'agit d'une commande

de plus de 123.000 vêtements, commandés par la marque américaine « Children's Place ». « Le début de ces exportations confirme l'engagement du Togo à entreprendre des réformes audacieuses visant à améliorer le climat des affaires et à stimuler les investissements nationaux et étrangers en vue d'une diversification de l'économie. Ainsi, la collaboration étroite entre le secteur public et le secteur privé sera maintenue et développée afin de multiplier des investissements similaires à ceux de la PIA », avait déclaré la ministre de la promotion de l'investissement, Manuella Santos. Cette séance d'échanges a été l'occasion pour la partie togolaise de l'occasion pour 'de réaffirmer la vision du Chef de l'Etat, Son Excellence M. Faure Essozimna GNASSINGBE de faire du Togo, une destination d'investissement prospère et sécuritaire pour toute entreprise. »



## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur					
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Le Togo en chiffres			
Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Le Togo en chiffres					
Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,5 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,5 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Ministère du Commerce

# Kayi Mivedor-Sambiani à la rencontre des services sous tutelle

La ministre du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, Kayi Mivedor-Sambiani entame, jeudi 18 janvier 2024, une tournée nationale de prise de contact et d'échanges avec les services déconcentrés du Ministère du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale dans les cinq régions économiques du Togo.

● Joël Yanclou

La première étape de cette tournée s'est déroulée à Tsévié, chef-lieu de la région maritime, où la ministre, accompagnée d'une délégation composée de son directeur de cabinet, du directeur général du commerce, du directeur des affaires administratives et financières et du directeur de l'artisanat, a rencontré le personnel de la direction régionale maritime du commerce, de l'artisanat et de la consommation locale, les membres de la chambre régionale des métiers de la région maritime, avant de visiter les locaux du centre des ressources artisanales et de la délégation régionale maritime de la CCI-Togo. Cette visite a été pour madame Mivedor-Sambiani, l'occasion de faire la connaissance des différents acteurs et services relevant de son département, de s'enquérir des réalités du terrain et partager avec eux les priorités sur lesquelles le ministère est attendu conformément à la Feuille de route 2025. Hounakey Adjedoa,



Directeur régional maritime du commerce, a, au nom du personnel de la direction, présenté les meilleurs vœux de santé et de prospérité pour l'année 2024 à Madame le ministre. Il lui a soumis les doléances de sa direction relatives entre autres à l'insuffisance de matériels roulants, au manque de matériels de bureaux, au personnel, au renforcement des capacités, à la rénovation des bâtiments de la direction... ABA Eklou Amevi, Président de la Chambre régionale maritime des métiers a exprimé sa gratitude au gouvernement pour les réformes opérées dans le secteur de l'artisanat notamment la mise en place des infrastructures modernes visant

à offrir plus de visibilité aux artisans et à leurs produits. En prenant la parole à son tour, Kayi Mivedor-Sambiani a invité tous les agents de la direction au respect des règles de gouvernance de l'administration publique, à une collaboration efficace et efficiente dans la lutte contre les produits impropres à la consommation et les importations frauduleuses, à la surveillance régulière du marché de façon professionnelle pour que les objectifs assignés au ministère soient atteints. Aux artisans, elle a présenté la Grande Vision de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, de faire de l'artisan, un véritable entrepreneur contributeur à l'économie nationale. Elle les a exhortés à renforcer davantage leurs capacités afin de se conformer aux nouvelles données artisanales pour être compétitifs sur le marché. Elle les a également conviés à soutenir le processus d'élection des membres de l'assemblée consultative de la Chambre de commerce et de d'industrie du Togo, en s'inscrivant massivement sur les listes électorales avant le 31 janvier 2024. L'étape de Tsévié a connu la participation du Préfet de Zio, Monsieur ETSE Kodjo Kadevi. Cette tournée du ministre va se poursuivre dans les autres régions.



## Assurance maladie universelle

# Les mutuelles de santé se concertent

Au Togo, les concertations se poursuivent pour une meilleure mise en œuvre de l'Assurance maladie universelle (AMU), opérationnelle depuis le 1er janvier. Mercredi 17 janvier, une rencontre a réuni dans ce sens à Lomé, plus de 70 acteurs des mutuelles de santé.

L'assise initiée par le Cadre national de concertation de la mutualité au Togo (CNCMUT), vise à réfléchir aux différents mécanismes de mise en relation de l'AMU avec les mutuelles de santé existantes. Concrètement, il s'agit de redéfinir les aspects concrets de collaboration des gestionnaires de l'AMU (l'INAM et la CNSS), avec les mutuelles de santé, en mettant en avant leurs capacités actuelles. "Nous voudrions apporter notre expertise au niveau des acteurs de l'économie informelle, au niveau du monde rural et également des entreprises privées que les mutuelles couvrent déjà", a expliqué Ghislaine Saizo-

nou-Broohm, présidente du conseil d'administration du CNCMUT. Cette rencontre intervient alors que le gouvernement a entamé depuis lundi 15 janvier, une campagne de sensibilisation sur le territoire national afin de mieux expliquer le mécanisme de l'AMU aux popu-

lations. Pour rappel, le CNCMUT est une organisation non confessionnelle qui a pour but de contribuer activement et de façon concertée, à l'amélioration de la protection sociale, avec un accent particulier sur la promotion des mutuelles de santé.

(Togo Officiel)



## Justice

# Le nouveau ministre a pris fonction

Au lendemain de sa nomination, le nouveau ministre de la Justice et de la Législation, Mipamb Nahm-Tchougli, a officiellement pris fonction. Une cérémonie de passation de charges, présidée par le Secrétaire général du gouvernement, Christian Trimua, s'est déroulée dans ce sens le mercredi 17 janvier au siège du ministère.

Le nouveau Garde des Sceaux, qui a salué les qualités de son prédécesseur, s'est engagé à poursuivre les chantiers en cours et améliorer le secteur judiciaire. « Je suis très conscient des difficultés parce que j'ai eu l'occasion de travailler avec le service judiciaire sur un certain nombre de problèmes. Personne ne peut relever le défi de la justice, seul. La justice est devenue la clé de notre développement. Les investisseurs ne peuvent pas venir chez nous s'ils ne sont pas sûrs que nous ayons une bonne justice donc, c'est un véritable enjeu. Je donnerai le meilleur de moi-même d'abord pour pérenniser ce que vous avez fait depuis lors. Je souhaiterais que tout le monde apporte sa franche collaboration et qu'ensemble nous essayions d'améliorer le fonctionnement

de la justice dans notre pays », a-t-il indiqué. Pour sa part, le ministre sortant a exprimé sa gratitude au chef de l'Etat pour la confiance placée en lui durant son mandat, et invité les collaborateurs à poursuivre dans le sens du travail bien fait. En huit années passées au département de la Justice, Pius Agbetomey aura conduit plusieurs réformes : organisation judiciaire, procédures pénale et administrative, instauration

des maisons de justice, promotions de magistrats et de greffiers, renforcement de l'administration pénitentiaire, dématérialisation du casier judiciaire et décentralisation du duplicata de certificat de nationalité, ou encore opérationnalisation de la justice militaire, entre autres. Résultat, plusieurs codes ont ainsi été adoptés ou sont en cours de finalisation.

(Togo Officiel)



Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimations ; Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres					
<b>Principaux pays partenaires du Togo</b>					
<b>Principaux clients (% des exportations)</b>	<b>2020</b>		<b>Principaux fournisseurs (% des importations)</b>	<b>2020</b>	
Burkina Faso	13,8		Chine	20,3	
Mali	13,0		France	8,6	
Bénin	10,0		Inde	7,5	
Niger	8,5		Ghana	5,6	
Ghana	8,1		Japon	4,3	
Inde	7,5		Nigeria	3,6	
Côte d'Ivoire	6,4		Allemagne	3,5	
<b>Indicateurs du commerce extérieur</b>					
Commerce extérieur (% du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020
	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (% du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
<b>Profil commercial</b>					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451
Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles					
<b>Solde courant externe (en % du PIB)</b>					
	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
<b>Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)</b>					
	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI



**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT  
(SERVICES DE CONSULTANTS)**

**PROJET D'APPUI AU VOLET SOCIAL DU PROGRAMME CIZO D'ELECTRIFICATION  
RURALE DU TOGO (PRAVOST)  
SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DE L'AUDIT TECHNIQUE DES  
INSTALLATIONS DE 122 CHAUFFES EAUX SOLAIRES DANS LES CENTRES DE SANTE**

**AMI N°004/AT2ER/PRMP/2024**

Service : **Energie**

Référence de l'accord de financement : **5580155000651**

N° d'Identification du Projet : **P-TG-FA0-012**

Date : **16 Janvier 2024**

1- Le Gouvernement Togolais a obtenu du Fonds Africain de Développement et du Fonds Fiduciaire de l'Union Européenne-Afrique pour les Infrastructures, un financement administré par le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'Appui au Volet Social du programme Cizo d'électrification rurale au Togo (PRAVOST), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer les services d'un consultant individuel pour la réalisation d'un audit technique sur la sous-composante relative à l'équipement de 122 centres de santé en chauffes eaux solaires.

2- Les services prévus au titre de cette mission comprennent :

- la réalisation d'un état des lieux du fonctionnement des 122 chauffes eaux solaires dans les centres de santé
- le contrôle de conformité des équipements fournis et installés par l'entreprise dans les 122 centres de santé (la qualité du matériel et des matériaux utilisés pour les travaux d'installation, la conformité de l'origine des matériels et matériaux par rapport au certificat d'origine, autorisation du fabricant, etc.) avec les spécifications techniques du Maître d'Ouvrage
- le contrôle de la qualité de réalisation des installations dans les 122 centres de santé (la vérification de la concordance de la chaîne de logistique pour le déploiement des équipements sur les sites, le respect des schémas d'installation, la qualification et compétence de l'équipe technique de l'entreprise, l'évaluation du suivi adéquat des travaux par l'entreprise)
- l'identification des causes des défauts constatés sur les différents sites
- la proposition de solutions techniques et chiffrées financièrement pour corriger les défauts constatés et assurer la maintenance adéquate des chauffes eaux solaires.

3- L'Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER) invite les Consultants individuels intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.)

4- La durée prévisionnelle de la mission est de vingt (20) jours ouvrés à compter du démarrage des prestations. Le démarrage des services est envisagé pour Mars 2024.

5- Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au **Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque Africaine de Développement d'octobre 2015**, qui est disponible sur le site web de la Banque

à l'adresse : <http://www.afdb.org>. Il est à noter que l'intérêt manifesté par un consultant individuel n'implique aucune obligation de la part du Projet de l'inclure sur la liste restreinte.

6- Le candidat doit remplir les conditions suivantes :

- Être titulaire au moins d'un diplôme supérieur de troisième cycle (BAC+5) ou équivalent en ingénierie, énergétique, énergie renouvelable ou domaine connexe ;
- Disposer d'au moins huit (08) années d'expérience professionnelle dans le domaine de l'énergie solaire thermique ;
- Justifier d'une expérience minimale de cinq (05) ans en qualité d'installateur ou de professionnel dans le domaine du contrôle des installations ou de l'installation des chauffes eaux solaires ;
- Avoir suivi/reçu des formations certifiantes sur les chauffes eaux solaires ;
- Avoir une connaissance linguistique avérée à l'écrit comme à l'oral en français et une maîtrise de l'outil informatique (pack office, internet etc...)
- Avoir une expérience prouvée dans la mise en œuvre de projets en zones rurales surtout dans la sous-région d'Afrique subsaharienne.

7- Les candidats seront évalués sur la base des critères de qualification et le barème de notation suivants :

N°	Désignations	Notations
1	Qualifications générales (formation et expériences générales)	25
2	Adéquation pour la mission (expériences spécifiques et formations sur les chauffes eaux solaires)	65
3	Expérience prouvée dans la mise en œuvre de projets en zones rurales surtout dans la sous-région d'Afrique subsaharienne	10
	<b>Total</b>	<b>100</b>

La note minimale requise pour être éligible est de 70 points/100.

Le candidat ayant obtenu la note totale la plus élevée et supérieure à la note minimale ci-dessus sera invité à négocier un contrat.

*Dans le cas où des candidats obtiendraient la même note, le comité d'évaluation veillera à les départager sur la base du nombre d'années d'expérience spécifique.*

8- Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires (termes de référence) à l'adresse mentionnée ci-dessus aux heures d'ouverture de bureaux suivantes :

**Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER)**

**À l'attention de la Personne Responsable des Marchés Publics**

**503 rue de la Binah, Tokoin Gbonvié, non loin de la clinique ATBEF**

**14 B.P : 128 Lomé – TOGO , Tél : 00 228 22 21 21 44**

[pravost.cizo@gmail.com](mailto:pravost.cizo@gmail.com), avec copie à [passationmarcheat2er@gmail.com](mailto:passationmarcheat2er@gmail.com)

**Matin : de 8 H00 à 12 H**

**Après-midi : de 15 H à 17 H**

Les expressions d'intérêt doivent être déposées par voie physique ou électronique à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le 02 Février 2024 à 10h00 minutes GMT et porter expressément la mention : **«PRAVOST : Sélection d'un consultant pour la réalisation de l'audit technique des installations de 122 chauffes eaux solaires»**.

**La Personne responsable des Marchés  
Publics**

## UEMOA

## Bilan technique et financier du PCTL 2 PRADEF à Cotonou

La 3e session du Comité d'Orientation Stratégique (COS) du Programme de Coopération Transfrontalière Locale phase 2 (PCTL 2) et du Programme Régional d'Appui à la Décentralisation Financière en Afrique de l'Ouest (PRADEF) s'est tenue ce 19 janvier 2024 à Cotonou, sous la présidence du Commissaire Jonas GBIAN.

Le Président du Conseil des Collectivités Territoriales, Amadou BA et la cheffe de la Coopération internationale au Bureau de la Coopération suisse au Bénin, Elisabeth PITTELOUD ALANSAR prennent part aux travaux. La réunion fait le bilan technique et financier des activités de l'année 2023 du Programme de Coopération Transfrontalière Locale phase 2 (PCTL 2) et du Programme Régional d'Appui à la Décentralisation Financière en Afrique de l'Ouest (PRADEF). Le Plan de Travail et le Budget Annuel (PTBA) 2024 desdits Programmes sont également au menu des échanges. L'objectif global du PCTL 2, a rappelé le Commissaire Jonas GBIAN, « est de doter les populations vivant dans les zones transfrontalières de l'Afrique de l'Ouest de services socio-économiques et culturels délivrés par les collectivités territoriales ». Quant au PRADEF, il vise à accompagner les collectivités territoriales de l'espace UEMOA, de la Mauritanie et du Tchad à renforcer les moyens techniques et financiers alloués par leurs Etats, dans le cadre des politiques de développement, d'intégration, de paix et sécurité en Afrique de l'Ouest, en vue d'améliorer la délivrance des services publics locaux aux populations. Depuis la signature par la Confédération Suisse, la Commission de l'UEMOA et le Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA, en mars 2021, des conventions relatives aux deux programmes, des résul-



tats probants ont été enregistrés. Au nombre de ces acquis, l'on peut noter la réalisation des investissements structurants, les cadres de dialogues entre les collectivités de part et d'autre des frontières, la promotion du dialogue et des activités culturelles dans les espaces transfrontaliers. Tout cela a contribué à la cohésion sociale et à la sauvegarde de la paix entre les peuples des différents Etats. Le Président du CCT, Oumar BA, dans son intervention, s'est réjoui des résultats déjà engrangés par le PCTL2 et le PRADEF qui contribuent fortement à la promotion de la coopération transfrontalière et à l'amélioration des conditions de vie des populations des zones transfrontalières. Il a souhaité qu'en 2024, les parties impliquées dans la mise en œuvre des deux programmes améliorent « les investissements structurants, le cadre juridique de la coopération transfrontalière et un transfert conséquent des ressources financières des Etats aux collectivités territoriales ». La Cheffe de la Coopération internationale du Bureau de la Coopération suisse au Bénin a souligné la particularité de l'année 2024, qui marque la

fin des Conventions entre la Suisse et l'UEMOA sur les phases actuelles du PCTL et du PRADEF, tout en réitérant leur engagement aux côtés de la Commission pour une très bonne performance des deux programmes. Pour rappel, PCTL 2 est mis en œuvre avec une enveloppe de plus de 10, 7 milliards de FCFA et le PRADEF avec un budget de plus 4, 4 milliards de FCFA, tous les deux cofinancés par la Commission de l'UEMOA et la Coopération suisse. Le COS, présidé par la Commission de l'UEMOA, est chargé de la conduite stratégique des deux programmes et veille à la pertinence des activités des programmes avec les objectifs de développement au niveau régional et formule les recommandations nécessaires, avec la participation des présidents des Collectivités Territoriales de l'UEMOA situées dans les zones transfrontalières. A noter que le Maire de la commune de Kamba et Chairman du Gouvernement local de Dandi au Nigéria, Abdul Salam Jibril a pris part au COS, pour la première fois.

Avec uemoa.int



## Développement du secteur privé

## La Banque africaine de développement nomme Aida Ndir Ngom

La Banque africaine de développement a nommé Aida Ndir Ngom au poste de directrice du Département du développement du secteur privé. Sa nomination prend effet à compter du 1er février 2024.

● Nicole Esso

Mme Ngom, de nationalité sénégalaise, est une banquière chevronnée dans le domaine du financement du développement, avec plus de 20 ans d'expérience en origination et développement du secteur privé, en banque d'investissement et en financement d'entreprises et de projets, notamment dans le domaine des infrastructures. Son expérience comprend la collaboration avec des entités du secteur privé et des gouvernements, l'établissement de partenariats stratégiques avec des leaders de l'industrie et la collaboration avec d'autres institutions financières multilatérales et organismes de réglementation. Avant sa nomination, Mme Ngom était cheffe de la Division solutions financières pour l'énergie au sein du Complexe électricité, énergie, climat et croissance verte, après avoir été chargée des investissements en chef au sein du Département du secteur privé de la Banque. Elle a joué un rôle clé dans la promotion du déploiement de produits et d'instruments financiers innovants pour la réalisation de projets d'infrastructure révolutionnaires et la promotion d'une transition énergétique juste pour l'Afrique. Mme Ngom est également membre du conseil consultatif de fonds d'investissement privés dans le domaine des énergies re-



nouvelables et des infrastructures. Mme Ngom a rejoint la Banque en 2007 en tant que chargée du risque de crédit principale au sein du Département du crédit. En 2013, elle a été nommée chargée des investissements en chef au sein de la Division partenariats public-privé et infrastructures du Département du secteur privé de la Banque. À ce poste, elle a joué un rôle clé dans le renforcement des processus et des procédures de la Banque et a également participé à divers organes de gouvernance, notamment le groupe de travail sur les institutions non souveraines du Comité de gestion des actifs et des passifs de la Banque. En tant que chargée des investissements en chef, elle a contribué à des transactions historiques et novatrices en fournissant des solutions financières ciblées à des projets et à des clients, notamment le plus grand prêt de syndication au secteur privé accordé par la Banque, avec 1 milliard de dollars mobilisés pour le client. Elle a également fait partie de plusieurs groupes de travail, dont celui qui a créé Africa 50 et apporté un soutien catalytique à des secteurs économiques clés sur

à travers le continent. Avant de rejoindre la Banque, Mme Ngom a travaillé comme professionnelle de l'investissement et responsable du crédit dans diverses banques commerciales internationales et régionales, notamment Citibank et Mauritius Commercial Bank, en Afrique de l'Est, du Sud et de l'Ouest, ainsi qu'en France, dans des fonctions d'origination et de crédit. Elle est diplômée de l'université Heriot Watt d'Édimbourg, où elle a obtenu un Master en organisation des entreprises et est également titulaire d'un Master en sciences bancaires et financières. Évoquant sa nomination, Mme Ngom a déclaré : « Je suis vraiment honorée et touchée de la confiance qui m'est accordée et suis reconnaissante au président Adesina pour cette nomination. Je m'engage totalement à travailler et à collaborer avec l'équipe de direction de la Banque, mes collègues, ainsi qu'avec nos clients et partenaires du secteur privé, afin d'attirer des capitaux du secteur privé dans des secteurs économiques clés et de mener des initiatives stratégiques essentielles, en soutenant la vision du président ».

## Ghana

## Daystar Power met en service un système solaire de 4,3 MW

Depuis son rachat par Shell en 2022, Daystar Power a pour objectif de porter sa capacité solaire installée à 400 MW d'ici 2025 afin de devenir l'un des principaux fournisseurs africains de solutions d'énergie solaire pour les entreprises commerciales et industrielles.

Daystar Power, l'un des principaux fournisseurs d'énergie solaire hybride pour les entreprises et les industriels en Afrique et membre du groupe Shell, a mis en service un système solaire de 4,3 MW relié au réseau dans l'usine de Kumasi de Rider Steel, le plus grand producteur d'acier du Ghana. Cette installation est le plus grand projet d'énergie solaire distribuée pour un fabricant industriel dans le pays, selon un communiqué publié le 18 janvier. « Nous sommes ravis d'inaugurer ce système solaire pour Rider Steel, qui est de loin notre plus grand projet au Ghana. C'est un exemple convaincant qui



montre que l'énergie solaire peut alimenter l'industrie lourde et s'intégrer parfaitement au réseau », a déclaré Jasper Graf von Hardenberg, PDG de Daystar Power. Pour l'installation exclusivement en toiture, Daystar a monté 7524 unités de modules photovoltaïques de 580 Wp sur une surface de 30000 m<sup>2</sup>. Tous les panneaux solaires sont connectés à un système de surveillance à distance qui permet une maintenance

préventive. Rider Steel compensera ainsi 49900 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub> au cours des 20 ans de durée de vie de l'installation. Actuellement, l'industrie sidérurgique subit une forte pression pour réduire son empreinte carbone. Cela l'oblige à développer des solutions comme par exemple diversifier l'approvisionnement énergétique en misant davantage sur les énergies renouvelables.

Avec Agence Ecofin

**BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

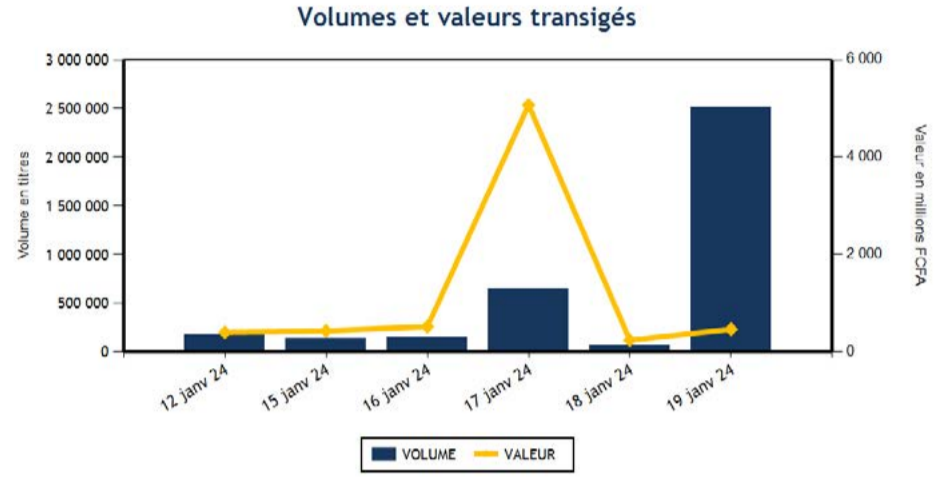
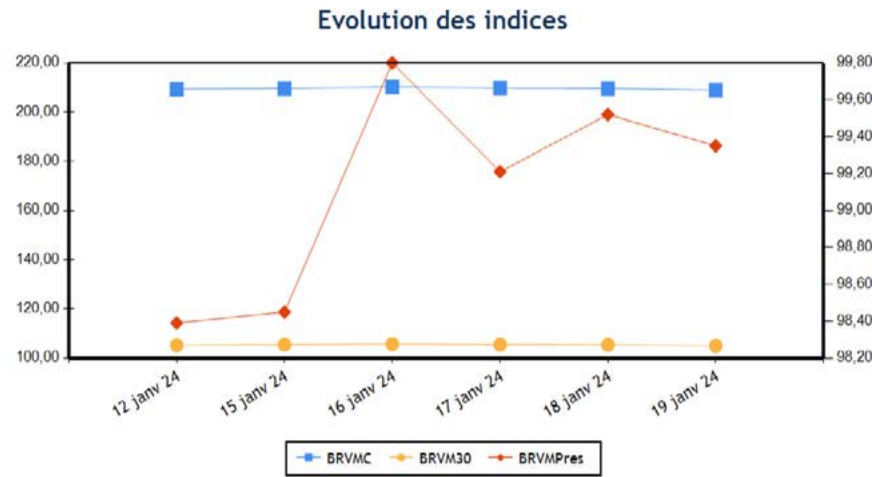
vendredi 19 janvier 2024

N° 14

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>208,83</b>
Variation Jour	-0,35 % ↓
Variation annuelle	-2,48 % ↓

<b>BRVM 30</b>	<b>105,01</b>
Variation Jour	-0,35 % ↓
Variation annuelle	-2,63 % ↓

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>99,35</b>
Variation Jour	-0,17 % ↓
Variation annuelle	-2,09 % ↓



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 768 970 227 476	-0,35 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 510 581	4 209,20 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	449 902 728	142,79 %
Nombre de titres transigés	38	2,70 %
Nombre de titres en hausse	12	-14,29 %
Nombre de titres en baisse	13	-7,14 %
Nombre de titres inchangés	13	44,44 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 223 746 473 391	0,31 %
Volume échangé	2 049	-66,12 %
Valeur transigée (FCFA)	18 309 251	-67,94 %
Nombre de titres transigés	9	0,00 %
Nombre de titres en hausse	5	400,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-75,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-25,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 310	6,94 %	31,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 040	5,58 %	-6,31 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 400	3,70 %	5,26 %
BOLLORE (SDSC)	1 400	2,56 %	3,70 %
UNIWAX CI (UNXC)	545	1,87 %	1,87 %

**PLUS FORTES BAISSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	830	-6,21 %	-7,78 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	650	-2,99 %	-10,34 %
SONATEL SN (SNTS)	17 000	-2,30 %	-5,45 %
SOLIBRA CI (SLBC)	88 050	-1,62 %	1,21 %
PALM CI (PALC)	6 700	-0,74 %	-0,74 %

**INDICES PAR COMPARTIMENT**

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	99,35	-0,17 %	-2,09 %	45 786	294 799 755	7,21
BRVM-PRINCIPAL	36	102,12	0,13 %	-1,77 %	2 464 795	155 102 973	12,65

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	100,26	-0,17 %	-0,76 %	6 250	26 094 050	38,30
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	512,89	-0,89 %	-3,50 %	26 532	197 345 375	8,30
BRVM - FINANCES	15	84,90	0,21 %	-1,76 %	2 434 582	164 873 808	6,71
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	2,50 %	3,61 %	31 874	43 395 870	7,59
BRVM - AGRICULTURE	5	158,62	-0,51 %	-1,82 %	1 234	2 173 445	6,87
BRVM - DISTRIBUTION	7	320,55	0,11 %	-2,33 %	9 556	15 561 190	11,31
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 024,12	-6,22 %	-7,78 %	553	458 990	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,89
Taux de rendement moyen du marché	8,52
Taux de rentabilité moyen du marché	10,28
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	133
Volume moyen annuel par séance	454 666,00
Valeur moyenne annuelle par séance	822 541 586,74

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	41,46
Ratio moyen de satisfaction	92,49
Ratio moyen de tendance	223,10
Ratio moyen de couverture	44,82
Taux de rotation moyen du marché	0,24
Prime de risque du marché	4,36
Nombre de SGI participantes	29

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



## Environnement

## Des actionnaires de Shell réclament des objectifs climatiques

Vingt-sept investisseurs, qui détiennent 3,4% du capital du groupe Shell, espèrent contraindre le groupe à définir un objectif de réduction de ses émissions.

Un groupe d'actionnaires du géant des hydrocarbures Shell va déposer une résolution en vue de l'assemblée générale visant à contraindre le groupe à définir un objectif de réduction de ses émissions en conformité avec l'Accord de Paris. Vingt-sept investisseurs, dont le géant européen de la gestion d'actifs Amundi, représentant un total de 3654,5 milliards de francs d'actions de Shell, mobilisent 3,4% du capital de la major pour soutenir cette résolution climatique, selon un communiqué publié lundi par l'organisation d'actionnaires activistes Follow This, à l'origine de cette initiative. Follow This avait déjà proposé une résolution climat au vote des actionnaires de l'assemblée générale de mai 2023. Elle avait reçu 20% de votes favorables. Cette année, la résolution du groupe d'actionnaires prévoit que Shell «aligne ses objectifs de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre, y compris celles liées à l'utilisation de ses produits (Scope 3), à moyen terme avec l'objectif de l'Accord de Paris: limiter le réchauffement climatique à 2 degrés par rapport aux niveaux pré-industriels et poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation des températures à 1,5 degré». Le texte prévoit de laisser le conseil d'administration



élaborer une stratégie pour atteindre ces objectifs.

## Stratégie de transition énergétique

En associant 27 investisseurs au dépôt de la résolution, le fondateur de Follow This Mark Van Baal espère que d'autres actionnaires suivront le mouvement et voteront en faveur du texte. Pour lui, «les grands actionnaires possèdent la clé pour s'attaquer à la crise climatique grâce à leurs votes aux assemblées générales», dont la date pour celle de Shell n'est pas encore connue. Pour le conseil d'administration de Shell, la résolution de Follow This, quasi identique à celle de l'année passée, est «irréaliste et simpliste», aurait «des conséquences négatives pour [ses] consommateurs» et serait «contraire aux intérêts de l'entreprise et de [ses] actionnaires». «En 2023, Shell n'a pas amélioré

ses objectifs climatiques et le nouveau directeur général semble faire marche arrière en matière d'action climatique», souligne le communiqué de Follow This. De son côté, Shell indique que le groupe va publier début 2024 une mise à jour de sa stratégie de transition énergétique. En juin dernier, Shell a annoncé que sa production de pétrole resterait «stable» jusqu'en 2030, alors que le groupe avait présenté en 2021 des objectifs de réduction de 1 à 2% par an. Son directeur général Wael Sawan avait estimé un mois plus tard que réduire la production d'hydrocarbures actuellement serait «dangereux et irresponsable» et pourrait faire à nouveau flamber les factures. Il a également affirmé que le monde avait encore «désespérément besoin de pétrole et gaz» car le virage vers les énergies renouvelables n'était pas assez rapide pour les remplacer.

(AFP)

## Automobile

## Les ventes de voitures neuves repartent à la hausse

Les ventes ont rebondi de 13,9% en 2023, portées par les véhicules hybrides et électriques, mais aussi par les modèles à essence.

Les marchés français, italien et espagnol de voitures neuves ont affiché des hausses à deux chiffres par rapport à 2022. L'Allemagne, premier marché du continent, a cependant marqué un coup d'arrêt en décembre (-23% sur un an) avec la fin subite des bonus à l'achat pour les voitures électriques. Globalement, après trois années très compliquées, la fin de la pénurie de pièces électroniques a permis à l'industrie automobile de reprendre ses livraisons. Mais le marché est resté morose, ralenti par l'inflation, notamment sur la fin de l'année. Les voitures hybrides ont profité en priorité de la reprise du marché, avec plus de 2,7 millions d'unités vendues (+29,5 sur un an) et 25,8% de parts de marché. Les véhicules électriques ont également poursuivi leur conquête (+37% sur un an) et atteint 14,6% de parts de



marché, dépassant pour la première fois sur une année entière le diesel (13,6%), qui continue de baisser. Les voitures à batterie ne représentaient que 9,1% des ventes en 2021, et 1,9% en 2019.

## Volkswagen en leader

Alors que la vente de voitures à moteur thermique va être interdite en Europe en 2035, tous les constructeurs ont musclé leur offre de voitures hybrides et électriques. Mais les voitures à essence ont su également profiter du rebond du marché (+10,6%

sur un an), notamment en Italie ou en Allemagne. Elles représentent toujours 35,3% des ventes européennes, avec 3,7 millions d'unités. Le rebond du marché européen a été porté par son leader, le groupe Volkswagen, avec 2,8 millions de voitures vendues (+18% sur un an), et par le groupe Renault (numéro trois des ventes avec 1,2 million d'unités, +16,9%). Le numéro deux européen, Stellantis, est resté plus proche de ses chiffres de 2022, avec 1,9 million de voitures vendues (+2,9%), et des reculs pour ses marques Fiat et Citroën, notamment.

Avec lematin.ch

## L'éco en bref

## Thaïlande : découverte d'une importante réserve de lithium

La Thaïlande a découvert une réserve de lithium d'environ 15 millions de tonnes, qui ferait du pays l'un des principaux détenteurs mondiaux du minerai, clé dans la transition énergé-

tique, a annoncé vendredi une représentante du gouvernement. «C'est une bonne nouvelle. C'est une opportunité pour la Thaïlande de devenir autonome dans la production de batteries pour les véhicules électriques», a-

t-elle déclaré. Ce gisement place la Thaïlande derrière la Bolivie (23 millions de tonnes) et l'Argentine (20 millions), qui concentrent près de la moitié des réserves mondiales de cet or blanc très convoité.

## Le tourisme mondial devrait retrouver son niveau pré-pandémie en 2024

Le nombre de touristes internationaux devrait dépasser légèrement son niveau pré-pandémie en 2024 grâce à la reprise du secteur en Asie et malgré les tensions internationales, notamment au Proche-Orient, a indiqué vendredi l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). L'agence onusienne basée à Madrid a par ailleurs

annoncé que 1,3 milliard de touristes avaient voyagé à l'étranger l'an dernier, soit 44% de plus qu'en 2022. Ce

chiffre équivaut à 88% du niveau de 2019, dernière année avant la pandémie de Covid-19.



## Google va encore supprimer des postes

Le directeur général de Google, Sundar Pichai, a indiqué, dans un document interne, que le groupe allait procé-

der à de nouvelles suppressions d'emplois cette année, après une première vague de licenciements en 2023. Le dirigeant a précisé que ce

nouveau tour de vis ne serait «pas de même ampleur que les réductions de l'an dernier» et ne toucherait pas toutes les équipes de la filiale d'Alphabet, selon un courriel interne obtenu par l'AFP. Début 2023, Google avait lancé un plan social prévoyant la suppression d'environ 12'000 postes dans le monde, soit un peu plus de 6% de ses effectifs, afin d'ajuster ces derniers après deux années de croissance effrénée post-pandémie.



## Le Congrès US passe une étape clé pour éviter un «shutdown»

Le Sénat américain a adopté jeudi une mesure de budget temporaire pour l'Etat fédéral, envoyant le texte à la Chambre des représentants qui devra à son tour voter pour repousser

le spectre d'une paralysie budgétaire partielle. Le financement de plusieurs administrations fédérales, qui arrive à expiration vendredi soir à minuit, serait prolongé jusqu'au 1er mars par cette mesure.



## Le Suisse Meyer Burger pourrait supprimer 500 emplois en Allemagne

Le fabricant suisse de panneaux solaires Meyer Burger envisage de fermer une usine en Allemagne, menaçant potentiellement 500 emplois, a annoncé

mercredi le groupe qui met en cause les distorsions de concurrence sur le marché en Europe. Une décision finale concernant cette usine basée à Freiberg, près de Dresde, doit être prise d'ici la deu-

xième partie du mois de février, a précisé le groupe suisse dans un communiqué lors d'un avertissement sur ses résultats pour 2023. La fermeture de cette usine où sont fabriqués des modules solaires pourrait survenir dès le mois d'avril, indique-t-il encore. Fermer une usine «de pointe», qui a entamé sa production «il y a moins de trois ans», est «une décision que nous souhaiterions éviter», a déclaré Gunter Erfurt, son directeur général, cité dans le communiqué.



Sélection AFP &amp; REUTERS



## Climat et environnement

**L'OMM confirme que 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, et de très loin**

Alors que la température moyenne annuelle de la planète s'approche rapidement du seuil critique de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels, l'année dernière a officiellement battu le record mondial de température, a confirmé vendredi l'agence météorologique des Nations Unies (OMM).

L'Organisation météorologique mondiale utilise six grands ensembles de données internationales pour surveiller les températures mondiales, qui révèlent une nouvelle moyenne annuelle de 1,45 °C par rapport à l'ère préindustrielle (1850-1900). Tous les mois entre juin et décembre ont enregistré de nouveaux records. Les mois de juillet et d'août ont été les deux mois les plus chauds jamais enregistrés, selon l'OMM. Le chiffre de 1,5 °C est la limite de température clairement établie dans l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique, mais il se réfère à l'augmentation de la température à long terme moyennée sur des décennies, plutôt qu'à une année individuelle



● © ADB/Rakesh Sahai. 2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée au niveau mondial. 12 janvier 2024 Climat et environnement

comme 2023.

**Un réchauffement persistant**

« Le changement climatique est le plus grand défi auquel l'humanité est confrontée. Il nous touche tous, en particulier les plus vulnérables », a déclaré la Secrétaire générale de l'OMM, Celeste Saulo, en présentant les conclusions du rapport. « Nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre. Nous agissons

déjà, mais nous devons faire plus, et nous devons le faire rapidement ». Pour cela, a expliqué Mme Saulo, il faut réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et accélérer la transition vers les sources d'énergie renouvelables. En ce qui concerne l'avenir, la cheffe de l'OMM a prévenu que 2024 pourrait être une année encore plus chaude, car le phénomène de refroidissement La Niña a été remplacé par un réchauffement El Niño au milieu de l'année dernière, phénomène qui a généralement l'impact le plus important sur les températures mondiales après avoir atteint son apogée. Celeste Saulo, qui a pris ses fonctions de Secrétaire générale de l'OMM le 1er janvier, a expliqué que « si les phénomènes El Niño sont naturels et vont et viennent d'une année à l'autre, le changement climatique à plus long terme s'intensifie et ce, sans

équivoque, à cause des activités humaines ».

**Terre brûlée**

Depuis les années 1980, chaque décennie a été plus chaude que la précédente et les neuf dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées. Les données tirées des six ensembles de données montrent que l'augmentation moyenne de la température sur dix ans entre 2014 et 2023 était d'environ 1,20 °C. « Les actions de l'humanité brûlent la Terre. 2023 n'était qu'un aperçu de l'avenir catastrophique qui nous attend si nous n'agissons pas maintenant. Nous devons répondre à la hausse record des températures par une action révolutionnaire », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, en réaction aux dernières données. « Nous pouvons encore éviter la pire des catastrophes clima-

tiques. Mais seulement si nous agissons maintenant avec l'ambition requise pour limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius et assurer la justice climatique », a-t-il dit dans un communiqué. La surveillance à long terme des températures mondiales n'est qu'un des indicateurs de l'évolution du climat. Les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre, la chaleur et l'acidification des océans, le niveau de la mer, l'étendue des glaces de mer et le bilan de masse des glaciers, pour n'en citer que quelques-uns, sont autant d'autres indicateurs essentiels. Le rapport provisoire de l'OMM sur l'état du climat mondial en 2023, publié le 30 novembre, montre que des records ont été battus dans tous les domaines.

Avec news.un.org

**HOROSCOPE finance**

**Bélier** Soyez à l'affût des bonnes occasions, sur le plan matériel. En fouinant un peu, vous pourrez faire des affaires extraordinaires. Une prime exceptionnelle pourrait vous être accordée aujourd'hui.

**Taureau** Surveillez de près vos finances. Votre optimisme naturel pourrait vous faire croire que vous vous sortirez sans problème de toute situation. Mais cette fois vous risquez de vous retrouver dans une impasse.

**Gémeaux** Il vous faudra faire attention aujourd'hui, où des aspects planétaires pourront compliquer les choses sur le plan financier. Mais, pour les natifs du deuxième décan, une rentrée d'argent surprise est possible, qu'il s'agisse de gains aux jeux, de vieilles dettes oubliées que l'on leur remboursera, ou d'un petit héritage.

**Cancer** Ce jour, l'accent sera mis sur une de vos occupations préférées : gagner le plus d'argent possible. Vous aurez en effet de nouvelles possibilités de diversifier ou d'accroître vos revenus. Les transactions financières seront excellentes. Néanmoins, votre partenaire risque de vous surprendre et même de vous faire enrager, en dépensant cet argent à peine gagné.

**Lion** De très bonnes influences sur le plan financier. Cinq planètes vont en effet vous aider à faire fructifier vos économies ou, si vous n'en avez pas, à remplir votre bas de laine. Pour ceux qui ont des capitaux placés, la tendance sera très positive. Les investissements comportant une certaine part de risque vous permettront de faire des bénéfices surprenants.

**Vierge** L'influence de la présente configuration planétaire devrait se faire sentir surtout sur le plan financier. Nombreux sont les natifs qui seront aidés par leurs parents et autres personnes plus âgées de la famille, ce qui leur permettra d'avancer plus rapidement que prévu. Vous pouvez compter sur une suite favorable à votre demande d'aide ou de bourse.

**Balance** Les dissonances astrales actuelles ne seront guère favorables aux transactions financières. Vous aurez du mal à évaluer la situation avec justesse et vous risquez de commettre de graves erreurs. Il vaudrait mieux patienter quelque temps. Vous foncerez au moment opportun.

**Scorpion** Vous estimez que rien ne vaut l'exemple, et c'est pourquoi vous vous imposerez un strict programme d'économies, en priant vos proches de vous imiter. Progressivement, votre fermeté portera ses beaux fruits.

**Sagittaire** Votre combativité, vous l'emploierez surtout à améliorer votre situation matérielle. En plus, comme cet aspect de Neptune vous donnera un sixième sens en matière d'argent, vous obtiendrez d'excellents résultats.

**Capricorne** Aucune planète n'influencera votre secteur argent. Vous n'aurez donc aucune mauvaise surprise à redouter. De plus, comme Jupiter, le maître de la chance, et le Soleil, astre d'expansion et de succès, travailleront ensemble, vous devriez avoir l'occasion de profiter de quelques coups de chance. La journée semble également très favorable pour réorganiser vos placements.

**Verseau** Votre optimisme naturel sera accentué sous l'influence euphorisante de Jupiter. C'est pourquoi vous devrez vous surveiller de près côté finances. Si vous pensez pouvoir vous endetter ou multiplier les emprunts sans subir aucune conséquence néfaste, vous risquez d'avoir de mauvaises surprises !

**Poisson** Journée délicate financièrement. Pour atténuer l'impact pervers de Pluton, la seule solution serait d'adopter un comportement extrêmement prudent, de mettre de côté chaque sou que vous gagnerez pour pouvoir tenir le coup dans les jours plus difficiles. Quelle que soit votre situation, sachez qu'elle est en voie d'amélioration.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

**Directeur Général**

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

**Administrateur Délégué**

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

**Directeur de Publication**

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

**Rédacteur en Chef**

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

**Rédacteurs**

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

**Directeur Commercial**

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

**Correcteur**

Michel Yao AYEVA

**Graphiste**

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



**AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°2023-ABV / C2-A1  
(SERVICES DE CONSULTANTS)**

**REALISATION D'UNE ETUDE DE FAISABILITE TECHNIQUE, SOCIALE ET  
ENVIRONNEMENTALE DU PROJET DE BARRAGE MULTIUSAGES DE  
NOUMBIEL DANS LE BASSIN DE LA VOLTA**

Référence de l'Accord de financement : Don FAT : N°5900155017857

N° d'identification du Projet : P-Z1-EAO-012

1. L'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) a obtenu un financement du Groupe de la Banque africaine de développement en vue du financement le coût du Projet d'Amélioration de l'Environnement propice à la Gestion Durable et Equitable des Ressources en Eau dans le bassin de la volta, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre du don FAT pour financer le contrat relatif à la réalisation d'une étude de faisabilité technique, sociale et environnementale du projet de barrage multiusages de Nombiel dans le bassin de la Volta.
2. L'objectif global de la mission est d'évaluer la faisabilité technique, sociale et environnementale (tout en prenant en compte les dimensions : genre, changement climatique et économie verte, emploi, sûreté, sécurité et risques ainsi que mesures de mitigation, participation citoyenne) du projet de barrage de Nombiel dans le bassin de la Volta, en tenant compte de l'impact sur les populations, des enjeux sociaux et des aspects environnementaux ; cette étude vise par ailleurs, à fournir des informations pour encourager et soutenir un accord entre les pays du Bassin sur l'aménagement du barrage proposé.

Les conclusions de cette étude serviront de base pour la réalisation de l'Avant-Projet Détaillé (APD) devant conduire à la mise en œuvre concrète de la construction du barrage de Nombiel.

Les tâches du Consultant consistent à :

- **Volet Technique** : une évaluation et actualisation de la conception du barrage de Nombiel et des infrastructures connexes pour garantir leur faisabilité technique et leur sécurité ;
- **Volet Social** : une analyse des impacts du projet de barrage de Nombiel sur les populations, en mettant l'accent sur les communautés riveraines et les populations susceptibles d'être affectées.
- **Volet Environnemental** : une évaluation des impacts environnementaux potentiels du barrage sur les écosystèmes, la biodiversité, les sols et la qualité de l'eau dans le bassin de la Volta.

La durée totale de la mission qui prend en compte le temps de validation des différents livrables par les parties prenantes est de **six (06) mois**.

3. L'Autorité du Bassin de la Volta invite les firmes régulièrement constituées à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants peuvent se constituer en association pour augmenter leurs chances de qualification.
4. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expériences dans des missions comparables, etc.).
5. Les dossiers de manifestation d'intérêts devront comporter les pièces ci-après :
  - Une lettre de manifestation d'intérêt adressée à Monsieur le Directeur Exécutif de l'Autorité du Bassin de la Volta ;
  - Pour les firmes en groupement : Un accord de groupement dûment signé par les membres constituant le groupement et mentionnant la désignation du chef de file du groupement ;
  - Une présentation du Consultant (date de création, domaine de compétences, organisation, etc...) accompagnée des preuves de son existence juridique ;
  - Un Tableau de présentation des références de missions similaires réalisées par le Consultant (Etude de faisabilité technique, sociale et environnementale de projet de barrage) qui doit faire ressortir au moins pour chaque mission les informations suivantes : (i) l'objet et le contenu de la mission ; (ii) une description sommaire des prestations réalisées et des résultats

obtenus ; (iii) le nom, l'adresse et les contacts du client ; (iv) le pays de réalisation de la mission ; (v) l'année de réalisation y compris les dates de début et fin de la mission ; (vi) le montant du contrat ; (vii) la liste des Experts-clés ayant réalisé la mission ; et (viii) et toute autre information jugée pertinente sur la mission réalisée.

- Les attestations de bonne exécution ou les certificats de bonne fin attestant la bonne exécution des prestations.

6. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque Africaine de Développement, édition octobre 2015, disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <https://www.afdb.org>. La méthode de sélection pour ce contrat sera la sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC) telle que décrite dans le Manuel des opérations de passation des marchés de la Banque.

7. La liste restreinte sera établie conformément aux dispositions du paragraphe E3.2.3 du Manuel des opérations de passation des marchés de la Banque (Partie A, Volume 1). La qualification des consultants sera appréciée/déterminée sur la base du nombre de missions similaires réalisées (Etude de faisabilité technique, sociale et environnementale de projet de barrage). **Il est à noter que l'intérêt manifesté par une firme n'implique aucune obligation de la part du Projet de l'inclure dans la liste restreinte.**

8. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires aux heures d'ouverture de bureaux, aux adresses ci-dessous :

**Direction Exécutive de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) de 07H30 à 12H30 et de 13H30 à 16H30 (TU) tous les jours ouvrables, du lundi au vendredi ; Téléphone : (+226) 25 37 60 67 / 25 37 64 85 ; Email : [secretariat.abv@gmail.com](mailto:secretariat.abv@gmail.com) ; [secretariat@abv.int](mailto:secretariat@abv.int)**

9. Les expressions d'intérêt rédigées en français en quatre (4) exemplaires (un original + 3 copies) devront être envoyées ou déposées à l'attention de Monsieur le Directeur Exécutif de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), au plus tard le **lundi 05 février 2024 à 16 heures mn (TU)** et porter expressément la mention :

**« Réalisation d'une étude de faisabilité technique, sociale et environnementale du projet de barrage multiusages de Nombiel dans le bassin de la Volta », et un avertissement « A NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS », à l'adresse mentionnée ci-dessous.**

**Direction Exécutive de l'Autorité du Bassin de la Volta,  
Sise à Ouaga 2000, Avenue Sembène Ousmane,  
10 BP 13621 Ouagadougou 10, Burkina Faso,  
Tél : (+226) 25 37 60 67 / 25 37 64 85.  
Email : [secretariat.abv@gmail.com](mailto:secretariat.abv@gmail.com) ; [secretariat@abv.int](mailto:secretariat@abv.int)**

Le Directeur Exécutif/PI

**Dibi MILLOGO**





FORUM INTERNATIONAL DE  
L'INTERMEDIATION, DU NUMERIQUE  
ET DE L'INNOVATION (FONI 2024)  
3<sup>e</sup> édition

Placé sous le Haut Patronage de son Excellence  
Monsieur FAURE ESSOZIMNA GNASSINGBE,  
Président de la République Togolaise

T H E M E

# INTERMÉDIATION & FINANCEMENT DES PME/PMI POUR UNE INCLUSION FINANCIÈRE, NUMÉRIQUE ET SOCIALE EN AFRIQUE



**16 au 17 MAI 2024**



**À L'HÔTEL 2 FÉVRIER  
LOMÉ/TOGO**



(228) 93 03 36 36  
(228) 97 67 30 30  
(228) 22 20 38 41



INSCRIPTIONS@FONI.AFRICA  
WWW.FONI.AFRICA

**LE PLUS GRAND HUB FINANCIER  
EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Organisé par

